

23.06.2005 - 08:00 Uhr

OMC : 30'000 signatures en faveur d'une production de proximité.

Brugg (ots) -

Communiqué de presse en commun de l' Union maraîchère suisse, la Fédération romande des consommateurs, le Konsumentenforum, Bio Suisse e l'Union Suisse des Paysans

Maraîchers, agriculteurs et consommateurs unissent leur voix pour réclamer le respect d'une production de produits agricoles de proximité dans le cadre des négociations actuelles de l'OMC. Le round de négociations de Doha vise une plus grande libéralisation des échanges de biens et services. Après les manifestations de mai et juillet 2004, les maraîchers ont souhaités connaître le niveau de soutien de la population suisse. Près de 30'000 citoyens ont soutenu les légumes par leur signature à la pétition intitulée "nous voulons des légumes suisses !".

Les termes d'un nouvel accord mondial sur le commerce revêtent une importance décisive pour l'avenir de l'agriculture et plus largement de l'économie suisse. La direction prise rend les perspectives pour les deux secteurs incompatibles. Alors que l'économie attend beaucoup, l'agriculture a tout à y perdre. Le ton a été donné lors de l'accord cadre finalisé à Genève à fin juillet 2004.

Les consommateurs demandent des produits de qualité, issus d'une agriculture respectant les exigences écologiques. Les consommateurs attachent une grande importance à disposer d'une agriculture de proximité, n'exigeant pas des transports inconsidérés et inutiles. La souveraineté alimentaire est indissociable d'une agriculture de proximité répondant aux aspirations des consommateurs.

Tordant le cou à certaines idées reçues, le symposium organisé en avril 2005 par l'OMC à Genève a été l'occasion de tirer un bilan de 10 ans de libéralisation progressive des échanges agricoles notamment. Canadiens, africains, européens, américains sont unanimes : sur le grand théâtre de la globalisation des échanges, l'agriculture sert de monnaie d'échange, rien de plus. Les pays en voie de développement non seulement n'y croient plus mais regrettent les conséquences des premiers accords commerciaux de l'OMC, entrés en vigueur il y a dix ans. "Il faut bien plus que la simple libéralisation pour garantir le développement" s'est exprimé un représentant kenyan.

Non seulement le cycle de Doha n'est et ne sera pas celui que l'on veut nous vendre sous l'étiquette de cycle du développement, mais il s'en éloigne irrémédiablement. Les grands bénéficiaires de la libéralisation sont les intermédiaires commerciaux. La plus-value se situe dans l'échange, non dans la production. L'agriculture représente pourtant le principal moyen de subsistance pour une grande majorité des habitants de la planète. Pour les pays émergents il y a une place à prendre dans la production de biens manufacturés ou industriels. Ce positionnement se réalise au détriment des pays industrialisés. Désindustrialisation et "désagriculturalisation" sont les perspectives qui attendent le vieux continent !

Conscients de l'importance du système multilatéral pour l'industrie et les services, les maraîchers refusent cependant de se voir sacrifiés au profit d'autres secteurs. Les ministres de l'OMC veulent pouvoir adopter lors de la prochaine conférence de Hong Kong les modalités de ces négociations et parvenir à un nouvel accord avant la pause estivale.

La pétition remise aux autorités et parlement fédéral par les

consommateurs et agriculteurs représente un signe majeur. Du courage et de la volonté de nos autorités à dénoncer le mensonge lié aux promesses d'un mieux pour les pays en voie de développement, et de leur capacité à entendre le message de la population qui souhaite rester maître en terme de souveraineté alimentaire, dépendra l'avenir des légumes, et plus largement de l'agriculture de ce pays.

Compléments d'information:

Pierrette Rohrbach, présidente, Fédération romande des consommateurs, Tél. 021 312 80 06 ou 079 399 37 86 ou admin@frc.ch

Liselotte Steffen, vice-présidente, Konsumentenforum, Tél. 031 951 25 25 ou 079 508 88 86 ou l.steffen@bluewin.ch

Regina Fuhrer, présidente, Bio Suisse, Tél. 061 385 96 10 ou 079 723 80 59 ou reginafuhrer@bluewin.ch

Walter Müller, conseiller national et membre du comité, Union Suisse des Paysans, Tél. 081/740 24 17 ou 079 229 73 10 ou mueller.azmoos@bluewin.ch

Melchior Ehrler, président, Union Maraîchère Suisse, Tél. 031 385 36 20 ou 078 830 48 48 ou m.ehrler@greenmail.ch

Nicolas Fellay, directeur, Union Maraîchère Suisse, Tél. 031 385 36 20 ou 079 352 53 39 ou nicolas.fellay@vsgp-ums.ch

Pour plus de détails :

www.swissveg.com & pages spéciales OMC sous

www.swissveg.com/fairtrade

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006217/100492240> abgerufen werden.